

remise en marche...

A partir d'un certain niveau, se pose le problème de la grève active pour faire passer la lutte à un stade supérieur...



D'EXPERIENCES ISOLEES

Des remises en marche, totales ou partielles, d'usines en grève ont déjà eu lieu dans plusieurs pays d'Europe. Elles ont souvent visé à empêcher la fermeture ou le démantèlement d'une entreprise, mais elles ont pu être utilisées comme un moyen de lutte pour d'autres objectifs que la garantie de l'emploi : à Cerisay par exemple, pour la réintégration d'une déléguée licenciée.

Forme de lutte « illégale », mettant directement en cause le droit de propriété, elle est souvent apparue comme un moyen de lutte redoutable contre le patronat.

A condition d'en user dans des conditions favorables (nature de la production, état du rapport de forces) et de bien en maîtriser la logique. Pas de « recette révolutionnaire » ; un seul critère : celui de l'efficacité pratique. Comment faire le plus mal possible au patron ou à l'Etat ?

La remise en marche d'une usine, ou la réouverture d'un magasin, pour être menés à bien doivent être conçues — comme cela s'est fait à Lip — en dehors de toute logique commerciale ou gestionnaire : si l'on produit, si l'on vend, si on se paie, c'est pour assurer la survie du mouvement, pour aider la lutte ; et non pas pour essayer de faire mieux que les capitalistes dans le cadre du système capitaliste.

A Lip, d'entrée de jeu, les travailleurs ont annoncé la couleur : « nous ne sommes pas des marchands », « ce n'est pas la foire aux montres ici ». Mais d'autres expériences de lutte, plus ambiguës, ont eu lieu :

— Aux chantiers navals de la Clyde, (Ecosse 1971)

Voyant leurs chantiers menacés de liquidation les ouvriers les occupèrent. Un Comité de Coordination des délégués d'atelier s'installa dans les locaux du Conseil d'Administration. Ils réclamèrent la nationalisation des chantiers. Le gouvernement la refusa. Des bateaux, qui représentaient des sommes importantes, étaient en cours de construction. Soucieux de voir ces travaux terminés au plus vite, le liquidateur judiciaire accepta de payer les salaires des ouvriers, à condition que leur comité s'engage à améliorer le rendement. Ce qu'il fit. Dans l'incapacité de commercialiser une production de ce volume pris au piège de ce « pari » qui consistait à montrer la supériorité de la « gestion ouvrière » sur la gestion capitaliste ils n'aboutirent qu'à rapprocher les échéances de la liquidation effective. Leur expérience, riche d'enseignements, avait un côté révolutionnaire évident, mais la tactique suivie déboucha sur un échec.

— Au magasin Logemag (Paris), tout dernièrement, les employés occupèrent le magasin pour continuer la vente face aux menaces de fermeture. Mais la situation était difficile, car il s'agissait d'un centre de distribution et non d'un centre de production. Les dirigeants syndicaux acceptèrent de fermer le magasin pour procéder à l'inventaire sur la demande du syndicat, alors que beaucoup de vendeuses y étaient hostiles. Après cela, la vente continua jusqu'à l'épuisement des stocks, sous contrôle de fait du syndicat.

*
**

Ces deux exemples montrent clairement que cette forme de lutte n'est pas à elle seule une garantie de succès. Elle doit être maîtrisée en refusant la logique mercantile avec toujours le souci de créer le meilleur rapport de forces dans la lutte et de renforcer l'unité ouvrière.

La remise en marche remet en cause de fait le droit de propriété, le pouvoir des patrons à disposer à leur guise des moyens de production. Mais,

tant que les travailleurs n'ont pas mis fin à la domination capitaliste, cette remise en cause se trouve largement limitée : les actionnaires restent propriétaires de leurs entreprises : PDG et cadres supérieurs attendent la fin du conflit pour reprendre leur place à la tête de l'entreprise.

Cependant, à travers une telle expérience de lutte, des dizaines voire des centaines d'ouvriers font concrètement l'expérience que l'usine peut tourner sans le patron, qu'il est possible de « vivre autrement » sur leur lieu de travail.

C'est pourquoi, si la lutte ne se termine pas sur une défaite, elle peut déboucher tout naturellement sur une expérience de contrôle ouvrier : c'est-à-dire le maintien de formes d'auto-organisation des travailleurs pour garantir les acquis de la lutte, contrer les décisions anti-ouvrières de la direction, etc...

AUX REMISES EN MARCHÉ LORS DE MOUVEMENTS DE MASSE GENERALISES

Dans toutes les grandes mobilisations ouvrières, à partir d'un certain niveau, le problème de la grève active s'est posé pour faire passer la lutte à un stade supérieur. On l'a vu en France en 36, en 53, en 68. Les besoins mêmes de la lutte poussaient à un moment les travailleurs à sortir de leur situation de « bras croisés », à aller plus loin sous peine de voir leur mouvement régresser. La paralysie économique, lorsqu'elle dépasse une certaine durée risque de se transformer d'arme aux mains des travailleurs en entrave à l'organisation efficace du combat. Ceux qui luttent ont besoin de se mouvoir, de communiquer de se déplacer. D'où le passage nécessaire à la grève active avec des remises en route partielles de la production au service de la lutte et sous le contrôle des grévistes.

* Les ouvriers de Delespaul-Havez, en 36, le montrèrent en remettant en marche leur usine après un mois de lutte. Mais cette expérience reste isolée, la presse ouvrière a fait silence sur elle. C'était déjà l'époque où le mot d'ordre de Maurice Thorez était : « il faut savoir terminer une grève ».

* Le prolétariat de Turin et d'autres villes du nord de l'Italie, en remettant en marche plusieurs centaines d'usines en septembre 1920, mit au centre des débats la question de la prise du pouvoir. A ce niveau, il s'agissait à terme d'étendre le mouvement à toute l'Italie, de coordonner les comités ouvriers, de préparer techniquement et de centraliser non seulement pour la défense des usines, mais pour la lutte contre les forces de répression de l'Etat bourgeois. Au moment de « faire le saut », les directions ouvrières, prises de peur, ont capitulé.

LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE NE SE DECOUPE PAS USINE PAR USINE, IL EST CONCENTRE DANS SON ETAT.

Intervenant dans le cadre d'un mouvement de masse généralisé, la remise en marche d'usines peut amener les travailleurs à poser le problème du pouvoir, d'un changement radical de l'ordre établi.

Mais s'ils peuvent poser ce problème à travers leur propre expérience de lutte dans l'entreprise, ils ne peuvent le résoudre qu'au niveau du pouvoir central. L'instrument de domination de la classe bourgeoise c'est son Etat, c'est-à-dire sa police, son armée, sa justice, sa haute administration. C'est cet appareil de répression que la classe ouvrière cherchant la voie de son émancipation trouvera sur son chemin. C'est lui que les travailleurs doivent se donner pour but de démanteler et de le remplacer par le réseau de comités qui constituera la base du futur pouvoir ouvrier.

Ce qui s'est passé en Italie du nord en 1920, le montre bien.

juin 1936 :

Les ouvriers de Delespaul-Havez font marcher l'usine.

L'usine Delespaul-Havez à Marq-en-Baroeul, occupant un personnel de 650 ouvriers, a la plus forte fabrication de chocolat et de biscuits de la région.

Si le patronat du Nord est un des plus féroces de France, les patrons des confiseries, chocolateries, biscuiteries, se sont par-dessus le marché montrés comme les plus réactionnaires parmi les réactionnaires...

Ainsi s'écoulèrent 28 jours de grève. Un mois de résistance acharnée avec comme nourriture des boules de pain et du singe. Un mois de lutte après lequel une nouvelle dérobade du représentant patronal mettait à l'ordre du jour la nécessité de passer à un autre stade de la lutte.

Excédés, les travailleurs décidèrent dans la journée du vendredi 3 juillet de faire marcher l'usine à partir du samedi. Ils ont entre temps saisi les comptes de l'entreprise et constaté avec fureur le montant des bénéfices et la part coquette que les patrons se distribuent avant toute répartition entre les actionnaires.

Immédiatement, ils nettoyèrent l'usine pour la remettre en ordre de marche, renforcèrent les services de défense et, le samedi matin, l'usine commença à rouler. Cela dura jusqu'à 13 heures. A ce moment-là, le courant électrique fut coupé. Plus de force motrice et également plus d'eau. Malgré cela, l'émoi était grand chez les patrons et les autorités gouvernementales. Le préfet invoquait vainement auprès des délégués ouvriers la « légalité » : ceux-ci le renvoyaient à l'attitude des patrons les condamnant à mourir de faim. La presse commençait à s'emparer de l'événement et plus encore d'autres usines en grève se montraient gagnées par l'exemple de Delespaul-Havez. Ainsi, samedi soir, malgré l'engagement donné de parler à Paris dans le XIXème, Salengro se rendit à Lille pour régler les choses. La tactique employée fut simple : étouffement du mouvement par privation du courant électrique, étouffement du mouvement par le silence le plus complet dans la presse afin que la classe ouvrière ne soit pas alertée.

Dans cette situation, le Comité des grévistes de Delespaul-Havez, décidé à ne pas céder, adopta le dimanche 5 la résolution suivante : « Après les commentaires de presse au sujet de notre action de samedi engagée contre un patronat inflexible et qui pousse la barbarie jusqu'à vouloir affamer des centaines de gosses d'ouvriers. C'est pour cela que devant ces actes anti-humanitaires nous faisons appel à toute la classe ouvrière pour

nous soutenir dans cette grande bataille de faire marcher l'usine nous-mêmes, et pour faire échec à la réaction patronale, nous sommes décidés dans les 48 heures, devant l'énorme quantité de marchandises qui se gâchent, de faire une distribution gratuite à tous les nécessiteux de la ville, car, nous le déclarons à l'opinion publique, ces marchandises seraient destinées aux éleveurs de porceaux.

Le comité de grève

Mais ce ne fut pas tout. Puisqu'on leur supprimait le courant et qu'il n'y avait aucune possibilité de le faire rétablir, les ouvriers décidèrent de faire marcher l'usine avec les seuls moyens du bord pour y fabriquer du pain à leur propre usage. Et c'est ainsi que depuis lundi les ouvriers de Delespaul-Havez emploient de la farine pour fabriquer non des biscuits mais des boules de pain. Pleins de combativité, ils ont aussi tenu à manifester leur volonté à leurs patrons sous une forme ironique. Puisque ceux-ci se plaignent de leur misère pour ne pas céder, les ouvriers ont adressé au patron principal la lettre que voici :

Marcq-en-Baroeul, 7 juillet 1936
A Monsieur Victor Franchomme :
Monsieur,
Devant votre misère, les ouvriers de votre usine ont décidé de faire du pain. Nous vous en envoyons un échantillon. Si vous le trouvez agréable, vous pourrez venir au ravitaillement tous les jours à 14 h 30. Nous regrettons pour l'instant de ne pouvoir vous donner un secours en espèces, mais cela viendra par la suite.
Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance des salutations empressées des grévistes enthousiastes à votre service.
Le Comité de Grève »

Cette lettre fut portée mardi avec deux pains à ce sieur Franchomme, qui est un des gros potentats de France qui appartient à cette catégorie des « 200 Familles ». Il n'y a pas que chez Delespaul-Havez que la lutte passe à un niveau plus élevé. Parmi les travailleurs de ces confiseries et chocolateries du Nord qui sont d'une combativité admirable, ceux de l'usine Demarcq à Fives, après avoir prévenu le préfet depuis plus de 48 heures de l'intransigeance patronale, se mettent à vendre eux-mêmes dès aujourd'hui le pain d'épices qu'on y prépare. Les couches ouvrières qui étaient les plus exploitées, les plus brimées, se sont réveillées et très rapidement se développent vers les solutions les plus énergiques qui atteignent au cœur le système capitaliste.

le 11 juillet 1936

sept 1920 :

Turin: la remise en marche des entreprises.

Au mois d'août 1920, la FIOM (fédération des Métallos) donne la consigne d'« obstructionnisme » (grève du zèle) systématique. Les ouvriers ralentissent les cadences, les réglements de sécurité sont appliqués à la lettre. La production dégringole.

Le patronat réagit durement, parle de réduire les salaires. Le 28 août, un lundi, les ouvriers de l'usine Roméo à Milan trouvent les portes closes et l'usine protégée par la troupe. La réaction ne se fait pas attendre : le 30, plus de 300 usines sont occupées. Le 1er septembre leur chiffre dépasse 500.

Chaque usine est placée sous la direction d'un Conseil Ouvrier (Consiglio di Fabrica), qui organise sa remise en marche, sans la direction, souvent sans la plupart des ingénieurs et des techniciens.

Dans plusieurs usines, on organise la vente des produits fabriqués. Mesure bienvenue car l'argent commence à manquer. Pour parer aux besoins les plus pressés on obtient une subvention des coopératives ouvrières qui existaient à l'époque. La solidarité avec les travailleurs se manifeste de mille manières.

La protection des usines contre une éventuelle intervention des flics ou de l'armée est organisée. Certaines d'entre elles ressemblent à de véritables forteresses : on les entoure de filets ou de fils électriques. De solides piquets sont mis en place. Plusieurs entreprises sont militairement défendues par les ouvriers. Ainsi à l'intérieur de la FIAT (Centro), se trouvent des mitrailleuses et 5000 cartouches.

Dans cette usine, fouillant dans les bureaux de la direction, les ouvriers trouveront des documents explosifs, en particulier des listes noires d'« éléments subversifs » à licencier, et des papiers prouvant l'existence d'un réseau patronal d'espionnage du personnel.

A l'appel des syndicats, les cheminots font régulièrement parvenir des wagons chargés de matières premières et de comestibles aux occupants des usines.

Prenant conscience de leur force, beaucoup d'ouvriers aspirent à l'extension et à la radicalisation de leur lutte. Ils veulent des objectifs à leur mesure.

Les dirigeants syndicaux font des discours enflammés. Seulement très vite, l'heure n'est plus aux proclamations, mais aux actes.

Toutes les tractations et les tentatives d'accord n'ont rien donné : les patrons refusent de discuter tant que l'ordre et la « discipline hiérarchique » ne seront pas rétablis dans les entreprises. Les ouvriers refusent d'arrêter l'occupation et réclament le paiement des jours de grève. Le gouvernement, qui s'est d'abord gardé d'intervenir en tablant sur la fatigue du

mouvement, concentre à présent les troupes aux points stratégiques des villes. Dans des usines de Turin, de Milan, de Florence, des travailleurs entreposent et fabriquent des armes plus ou moins rudimentaires. A la FIAT on envisage de tenter une sortie avec des camions. Dans d'autres villes, des occupations d'usine font leur apparition.

Le mouvement n'a plus rien de revendicatif. Chacun sent la nécessité d'un débouché politique. Les directions ouvrières sont au pied du mur.

Au Conseil national de la CGI (CGT italienne) le 11 septembre, deux motions sont en présence :

- l'une propose d'étendre le mouvement et de lui donner pour objectif les solutions fondamentales du programme socialiste : la socialisation des moyens de production et d'échange,

- l'autre, défendue par la majorité des dirigeants de la CGI, considère que la révolution n'est pas possible. Au lieu d'appeler à l'extension des occupations, elle se contente de préconiser la solidarité financière, laissant ainsi les éléments les plus avancés du prolétariat turinois isolés. Au lieu de transformer les occupations en expropriations permanentes, d'appeler les paysans pauvres de l'Italie du Sud à occuper leurs terres, et de préparer concrètement l'assaut contre l'Etat bourgeois, elle se borne à réclamer du patronat la légalisation d'un contrôle syndical dans les usines.

Cette deuxième motion est adoptée par 591.245 voix contre 409.569. La révolution a ainsi été « démocratiquement » ajournée « sine die ». La déception et la démoralisation de la classe ouvrière, la grande trouille et le désarroi des couches moyennes qui suivirent, seront exploités par l'extrême-droite et ouvriront la voie au règne de Mussolini.

F.L.

Sur cette lutte existe un livre très documenté en italien de Paolo Spriano : *L'occupazione delle fabbriche, settembre 1920* (Einaudi)

DES TRACTEURS A CHENILLETES...

Dans les années 50, en Italie, les ouvriers d'une usine d'armement se mirent en grève. Ils décidèrent de refaire tourner l'usine en changeant la production : à la place des automitrailleuses qu'ils fabriquaient à longueur d'années, ils se mirent à fabriquer des tracteurs, matériel utile pour les paysans de la région.

